



Premier ministre

*Service Communication*

Hôtel de Matignon, le 10 octobre 2016

**Discours de Manuel VALLS, Premier ministre  
20 ans de l'Institut Jacques DELORS  
Conservatoire national des Arts et Métiers**

**Paris, vendredi 7 octobre 2016**

Monsieur le Président de la Commission, cher Jean-Claude,  
Monsieur le Président de l'Institut Delors, merci de m'avoir invité cher Enrico,  
Monsieur le ministre, cher Harlem DESIR,

Laissez-moi aussi saluer les anciens ministres, les anciens commissaires, hautes personnalités qui sont avec nous aujourd'hui, et qui sont tous et toutes attachés à la personnalité et à l'action de Jacques DELORS,  
Mesdames, messieurs,

Je suis très heureux, très fier d'être parmi vous ici au CNAM, et je remercie Olivier FARON de nous accueillir ici, pour célébrer cet anniversaire et rendre hommage à l'un des pères fondateurs de la nouvelle Europe, Jacques DELORS.

Il est donc, monsieur le Président, cher Jean-Claude, je l'ai bien compris, votre mentor. Et en vous écoutant, je me suis dit que vous étiez aussi l'un de ses héritiers. Votre vision de l'Europe est très proche de la sienne, et puis vous partagez également le même pragmatisme, et dans ces temps difficiles, surtout, le goût de la vérité, c'est indispensable.

\*\*

La Commission que vous présidez, fait preuve – j'en suis témoin comme Premier ministre – de compétences et d'engagement. Mais vous l'avez vous-même qualifiée de Commission de la dernière chance ; car, disons les choses telles qu'elles sont, le projet européen va mal. Certes l'Europe, y compris l'Union, a toujours connu des crises ; mais une telle accumulation de crises est sans précédent. C'est le projet européen lui-même qui est mis à mal, son sens. Et l'Union peut se disloquer.

Menaces terroristes, bien sûr, d'abord, avec les coups répétés de l'islamisme radical.

Crise migratoire, ensuite, avec l'effondrement d'Etats, Syrie, Libye, le chaos au Proche et au Moyen-Orient ; avec des millions de réfugiés à nos portes et sur notre sol – et vous le savez, j'ai pu m'interroger publiquement sur le choix politique qui avait été celui de l'Allemagne. Mais nous avons d'abord tous en tête les images – et ce ne sont pas que des images, des drames

épouvantables en Méditerranée. Et nous savons que sans solution politique ou militaire en Libye, en Syrie et en Irak, ces drames, nous les vivrons encore dans les prochains mois et dans les prochaines années.

Crise économique, également : l'Europe, longtemps promesse de prospérité, n'est plus synonyme de croissance, en tout cas dans la plupart des Etats, mais souvent de chômage, et notamment celui des jeunes, bien sûr ; en France, mais pas seulement.

Le Brexit, enfin : il dit quelque chose de l'immense crise de confiance des peuples vis-à-vis de l'Europe, après d'autres référendums ces dernières années en France, en Grèce, au Danemark, aux Pays-Bas, en Hongrie d'une certaine manière.

Bien sûr, l'Europe a agi et il faut toujours rappeler ce qui va évidemment dans le bon sens. Mais il faut qu'ensemble – et je veux répondre à l'injonction d'Enrico LETTA –, Gouvernements, Commission, Parlement, nous agissions encore plus vite et encore plus fort, parce qu'il y a urgence. Les Européens doivent voir et comprendre ce que fait l'Europe – ils ne le comprennent plus –, ce qu'est l'Europe, son identité propre, que nous devons revendiquer bien plus que nous le faisons.

\*

Etre Européen, c'est d'abord avoir une certaine idée de l'humanité – je ne le dis pas ici parce qu'il faut un exercice de style, mais parce que cela me paraît fondamental, surtout face aux bouleversements du monde.

Nous partageons une même conception des droits de l'Homme et du citoyen, parce que la construction européenne est le fruit des drames, des horreurs du XX<sup>e</sup> siècle. Cette conception, elle fonde *a priori*, d'est en ouest, nos organisations politiques ; elle donne le pouvoir au peuple souverain par la voix de ses représentants élus ; elle défend la liberté, elle refuse l'arbitraire.

Nous refusons les inégalités, les discriminations. Je pense à l'égalité entre les femmes et les hommes, pour laquelle l'Europe a tant fait, pour faire évoluer nos vieilles Nations – et ce sont des combats qui restent encore, pour certains, devant nous. J'ajouterai qu'être Européen, pour moi, c'est refuser, au nom de l'égalité, au nom de la liberté, que les femmes soient prisonnières d'une domination masculine, qui voudraient nier leur individualité en les dissimulant derrière un voile intégral, ou en les excluant de l'espace public.

Mais l'Europe, c'est aussi l'abolition de la peine de mort !

Mais l'Europe, c'est aussi le droit à l'avortement !

Mais l'Europe, c'est aussi l'indépendance de la justice !

Mais l'Europe, c'est aussi l'indépendance des médias.

Mais l'Europe, c'est aussi ce droit d'asile qui est un droit universel, qui est un droit conventionnel, qu'il faut respecter et faire vivre !

Et reconnaissons ensemble que ces droits et ces libertés sont aujourd'hui mis en cause dans certains des États de l'Union européenne, pas seulement par la montée des populismes, mais par des gouvernements et par des majorités. Et cela appelle de notre part – et vous le faites – beaucoup de vigilance et de l'action.

\*

Etre Européen, c'est aussi un art de vivre.

Il y a cet attachement à la culture qui rapproche, qui permet de s'ouvrir à l'autre, qui ne doit pas être réservée à une élite. La culture est la langue commune de l'Europe, si je reprends les mots de Fernand BRAUDEL. Nous avons en commun, bien sûr – on dira que c'est facile de le rappeler, et pourtant ça me paraît essentiel – ces géants de la littérature, et la liste est évidemment impressionnante : Cervantès, Goethe, Dante, Molière... quand ils écrivent, ils parlent de nous, Européens. Nous avons des génies de la peinture : Velasquez, Rembrandt ou Michel-Ange... quand ils peignent, ils racontent notre histoire. Et puis il y a, bien sûr, des virtuoses : Mozart, Verdi, Chopin, Ravel... quand ils composent, ils font battre le cœur de tout un continent.

Mais nous pourrions prendre aussi ce qu'est la réalité de la culture aujourd'hui, de ses grands penseurs, de ses écrivains, de Habermas à Le Clézio, en passant par ce peintre incroyable qu'est Miquel Barceló. Et je pourrais aussi évoquer ce qu'est la réalité, aujourd'hui, de la culture numérique ou des arts urbains, bref, ce qu'est, aussi, une Europe métissée par le mélange des peuples et des cultures.

Être européen, c'est avoir la conviction qu'une œuvre de l'esprit sera toujours beaucoup plus qu'un bien marchand. Et c'est pour cette raison que l'Europe doit tout faire pour préserver ses industries culturelles et créatives – son cinéma, sa musique, ses artistes –, ce qui passe nécessairement par la défense acharnée du droit d'auteur, notamment à l'heure de la révolution numérique, et parce que de grandes entreprises, souvent américaines, veulent imposer leur vision de la culture au monde.

Notre art de vivre, c'est aussi notre modèle social. Je ne nie pas les différences entre nos pays, mais nous nous retrouvons tous dans des valeurs de justice sociale et de solidarité. D'ailleurs, démocratie chrétienne, chrétiens-sociaux, sociaux-démocrates ont défendu ensemble, et continuent à défendre souvent ces mêmes idées : oui à l'économie de marché, à la concurrence, mais pas à n'importe quel prix, pas au détriment des plus vulnérables. L'Europe, cela ne peut pas être le chacun pour soi, le renoncement face aux offensives de l'ultralibéralisme.

L'Europe, c'est un espace de régulation, et cela a été oublié pendant plusieurs années, notamment après les présidences de Delors ou de Prodi, et vous avez, vous, à cœur de faire vivre cette volonté de régulation. Et je continue de penser, parce que je suis un social-démocrate, un social-réformiste, que la social-démocratie – malgré la crise profonde, très profonde qu'elle traverse, pour ne pas avoir su apporter la réponse qu'il fallait à l'effondrement du bloc soviétique ou à la globalisation économique – a plus que jamais des réponses à apporter. A condition, aussi, de savoir se réinventer, de redéfinir sa vision du compromis social, fondé toujours sur le dialogue social – que vous avez rappelé –, de repenser le financement de l'Etat-Providence et de la protection sociale, et surtout de redonner du sens à la politique et du sens à l'Europe.

Notre art de vivre, c'est également enfin le rapport à l'environnement : c'est le sens de notre combat commun contre le réchauffement climatique. Et l'accord historique de Paris, il y a presque un an, désormais ratifié par l'Union, une étape historique, n'aurait pas été possible – c'est pour cela qu'il faut parler aussi de ce qui marche – sans la mobilisation de l'Europe, sans sa diplomatie, sans la Commission, et sans vous, personnellement, cher Jean-Claude JUNCKER, encore ces derniers jours.

\*

Etre européen, c'est peut-être également une responsabilité à l'égard du monde.

Parce que l'Europe, c'est le berceau de l'universel, ce sont des valeurs qui rayonnent dans le monde entier, qui parlent et qui doivent parler au cœur des peuples sur tous les continents. Et c'est pour cela que l'Europe est attendue, et que, parfois, son silence, son inaction sont jugés si sévèrement.

L'identité européenne, ce sont donc des valeurs, une culture, une civilisation, et je le dis notamment à la jeunesse. J'ai toujours à l'esprit cette identité, non sans fierté, quand je vois le drapeau étoilé aux côtés du drapeau tricolore, celui de mon pays. Nos drapeaux respectifs, ceux des Européens, étaient autrefois brandis les uns contre les autres, et se sont retrouvés sous une même bannière. Il y a donc de la place pour un patriotisme dans chacun de nos pays, et pour un patriotisme, pour un engagement européen. Les deux vont de pair.

\*

Soyons clairs : revendiquer une identité européenne, c'est assumer l'existence de frontières extérieures. Bien souvent, le mot a été tabou. C'est dire que l'Europe commence et s'arrête quelque part. Non pas pour exclure, rejeter, mais pour délimiter et définir cet espace, cette identité, cette civilisation, cet espace économique, mais aussi cet espace culturel. Sans dehors, on cherche en vain un dedans.

Et je le dis : l'Union n'a pas vocation à s'élargir indéfiniment.

D'autres Etats, notamment dans les Balkans, pourront la rejoindre, le moment venu ; mais il faudra aussi savoir dire non. Telle est ma conviction.

La question de la Turquie est, bien sûr, dans tous les esprits. C'est un sujet délicat, complexe, je l'admets, que l'on ne peut pas régler en un instant, surtout sur des tréteaux de campagnes électorales. Il faudra pourtant sortir, à un moment ou à un autre, d'une forme d'hypocrisie. La Turquie est un grand partenaire, essentiel pour notre sécurité collective. Nous le voyons avec la crise des réfugiés. Ce pays est membre de l'OTAN. Mais il faudra aller au fond de ce débat. Pas parce que c'est un pays musulman : l'Islam, un Islam moderne, débarrassé du poison salafiste, a toute sa place en Europe, hier, aujourd'hui, demain. L'Islam est même une part de nous-mêmes, de notre identité européenne, de notre histoire, de nos racines, comme les autres monothéismes. Mais parce qu'il s'agit de savoir où commence et où finit l'Europe, il faut être au clair ; parce qu'il s'agit de savoir quel destin géographique et politique les pays sont prêts à partager. Et de toute façon, il faudra bâtir des partenariats stratégiques avec la Turquie, avec la Russie, bien évidemment, le Proche-Orient, l'Egypte ou encore le Maghreb – j'y reviendrai.

\*

J'ai commencé par cette vision de l'Europe – vous me direz que c'est très français ! – parce que sans le sens, sans cette vision politique, nous ne pourrions pas convaincre.

Ma génération a vu l'Europe se construire, et je sais ce que l'Europe a apporté au pays dont je suis originaire, l'Espagne, aux pays du sud – l'Espagne, le Portugal, la Grèce –, et aux pays qui voulaient sortir du bloc communiste parce qu'ils pensaient, à juste titre, que l'Union européenne leur apporterait un progrès économique et social.

Mais nous savons que – par rapport à des générations qui ne vivent qu'avec la crise économique, et avec le chaos du monde – si nous ne sommes pas capables de donner du sens à l'Europe, elles s'en détourneront. Et même la démocratie n'est pas un acquis : aujourd'hui, certains pensent qu'il y a, au-delà de la démocratie, d'autres formes de régimes politiques autoritaires qui permettent d'être efficace et de se protéger. Donc ce débat reste plus que jamais ouvert.

Et cette Europe, avec son identité, ses frontières, doit être souveraine dans le cadre d'une « Fédération d'Etats-nations ». Cet impératif, Jacques DELORS l'a très bien formulé ; et en fin connaisseur de l'Europe et l'histoire, il a montré la voie.

Alors, retournons à la source de son message : l'Europe ne doit pas devenir un Etat fédéral – vous venez de le dire, cher Jean-Claude – même si nous avons tous lu le discours de Victor Hugo, les « États-Unis d'Europe » ; non, non ... Et en même temps, elle est plus qu'une organisation internationale, puisque les Etats ont librement décidé d'exercer ensemble des pans entiers de leurs prérogatives, à commencer par la monnaie – qu'il faut défendre – : l'Euro.

Moi je crois aux Nations. Elles ne sont pas une mélancolie ou un vestige du passé ; elles sont un repère dans ce monde qui change si vite. Et voyons les grandes Nations qui émergent, ou qui reviennent à l'échelle planétaire... C'est d'ailleurs une curieuse leçon de l'histoire de voir la Russie, la Turquie, l'Iran réémerger, vouloir peser face à une Europe qui a du mal à affirmer ses ambitions ; et, parce que les Etats-Unis d'Amérique renoncent à leurs propres ambitions, de voir, au Levant, les choses s'organiser de telle manière qu'on revienne à ce qui existait avant la Première Guerre mondiale. L'histoire est là, elle est de retour, avec sa part tragique.

Et sans Nations fortes, le projet européen est fragilisé ; mais sans Union puissante, nos Nations sont plus faibles. L'Europe, c'est ce supplément de souveraineté qui permet à nos Nations de peser davantage. Et c'est là, d'ailleurs, qu'intervient la grande supercherie des populismes qui sévissent partout. Ils affirment qu'il faut se retirer du monde, se barricader : ce sont des sornettes, nous le savons ! Faire le choix de l'isolement, des nationalismes, c'est faire le choix de la ruine et du déclin. En France, le Front national, l'extrême droite proposent non plus seulement la sortie de l'euro, mais désormais la sortie de l'Union européenne. Cela ruinerait notre pays, notre économie, et notamment les petits, les couches populaires, qu'ils proclament défendre. Le combat de conviction, c'est d'abord là qu'il faut le mener : contre ceux qui promettent, en « renversant la table », comme disait l'autre, des lendemains qui chantent, mais qui, dès le lendemain, montrent leur vrai visage, et sont aux abonnés absents !

\*

Donc c'est à nous, Européens convaincus, de remettre sur le métier notre ouvrage. Et il y a, en effet, Enrico, urgence ; et urgence absolue.

C'est à nous de montrer que l'Europe répond aux préoccupations des gens. Et pour cela, l'Europe doit se prendre en main et comprendre que le temps de l'innocence est révolu. Parce que l'histoire est là.

D'abord – et je vais aller vite – en matière de sécurité, de défense. Elle doit être cette Europe qui protège, cette Europe régaliennne.

Les Européens demandent une Europe qui les protège, qui garantit la sécurité intérieure, mais aussi, et c'est nouveau, qui agit au-delà de ses frontières extérieures ; car il y a un continuum territorial des menaces entre la menace extérieure et les menaces intérieures que nous vivons.

Tout au long de cette année, et à Bratislava notamment, grâce à l'engagement du président de la République François HOLLANDE, de la chancelière allemande Angela MERKEL, mais aussi de la Commission, des décisions importantes ont été prises en matière de sécurité intérieure – je pense au PNR ou à la directive sur les armes, vous venez de l'évoquer. Mais le juge de paix, dans ce domaine, ce sont les délais de mise en œuvre. Il y a des frontières européennes, alors il faut en effet des garde-frontières européens qui les protègent – ce sont les moyens pour FRONTEX. Mais il faut vite créer un ESTA européen.

Vous venez de vous exprimer très clairement, monsieur le Président, sur la Défense, que vous connaissez bien ... malgré la puissante armée luxembourgeoise que vous avez évoquée ! ... et je vous en remercie. Des propositions sont sur la table. Vous en avez repris certaines à votre compte. Mais les progrès sont ici beaucoup plus lents.

L'armée française – et je vous remercie de vos mots – ne pourra pas être éternellement l'armée européenne, même si nous prendrons nos responsabilités, et au cours du quinquennat prochain en France, il faudra de toute façon que les dépenses de défense atteignent 2% du produit intérieur brut. Il faut moderniser nos forces armées, usées à la fois par les missions intérieures, mais surtout par les opérations extérieures. Et là aussi, nous le savons, le temps presse.

\*

Mais les préoccupations des gens, des peuples, c'est bien sûr aussi la croissance et l'emploi.

Nous avons été collectivement très prolixes ces dernières années sur les règles mathématiques des traités. Nous y consacrons d'ailleurs une énergie considérable, et l'Europe a fini par être synonyme de réduction des déficits.

Mais depuis dix ans, l'Europe fait moins bien que ses grands partenaires. La situation s'améliore lentement. Mais nous savons tous que cette croissance, qui revient, dépend bien trop, aujourd'hui, de la seule politique monétaire conduite par la Banque Centrale Européenne – et pourtant, je veux saluer l'action et l'imagination de Mario DRAGHI. Mais nous savons que cela ne peut pas durer ainsi.

C'est aux gouvernements, c'est à l'Union qu'appartient la responsabilité de la politique de croissance et d'emploi.

Alors que notre environnement est bouleversé par la transformation numérique, contraint par l'impératif climatique, par la stagnation – vous l'avez rappelé, c'est un élément fondamental – de notre démographie, je pense qu'il nous faut porter une vraie politique de croissance, en intégrant le fait que les niveaux de croissance ne seront plus ceux que nous avons connus par le passé, que cette croissance durable, par ailleurs, doit changer. Mais il faut porter une vraie politique de croissance, qui ne peut pas se résumer – même s'ils sont importants, on ne peut pas le nier – aux seuls enjeux de compétitivité. C'est le sens de la politique que je mène depuis que je suis Premier ministre.

Mais je sais que ce point-là est un point de désaccord fort avec notre grand partenaire allemand, et je l'assume. Nous pourrions en rester à un débat, qui est toujours un peu le même, sur la relation entre la France et l'Allemagne – et j'y reviendrai, cette relation est bien évidemment essentielle. Mais pour qu'une relation soit efficace, il faut aussi poser les problèmes. J'ai évoqué rapidement – et je l'avais fait à Munich il y a un peu plus d'un an – la question migratoire, mais il y a aussi la question économique.

La France a réduit son déficit et a mis en œuvre de difficiles réformes, qui, je l'espère, lui permettront de mieux profiter de la reprise. Et dans ces réformes, il y a bien sûr les réformes structurelles qui concernent la compétitivité de nos entreprises ou le marché du travail.

On peut toujours aller plus loin, faire mieux, je n'en doute pas un seul instant. Mais nous le disons depuis le début : les pays en excédent doivent aussi desserrer la contrainte – je relève à ce sujet qu'un rééquilibrage est en cours, avec les baisses d'impôts annoncées en Allemagne, ces dernières heures, par la Chancelière. Mais un autre tabou doit maintenant tomber : l'Union doit pouvoir s'endetter pour financer des projets qui bâtissent l'Europe, renforcent nos liens. Etre fidèle à Jacques DELORS, c'est le rappeler. C'est ce qui donnerait à ce que l'on a appelé le plan JUNCKER – que je veux saluer et dont la France bénéficie – une ampleur supplémentaire.

\*

La croissance, les emplois, nous pouvons les tirer du poids et de la force de notre marché intérieur, à condition que chacun joue le jeu sur les investissements. Mais il ne doit pas devenir non plus une jungle sociale ou fiscale – c'est peut-être l'espoir de certains grands banquiers ; mais ce n'est pas cela, notre Europe.

Il faut mettre un coup d'arrêt aux abus au détachement des travailleurs – vous l'avez dit, c'est un sujet dont vous vous êtes courageusement saisi, Monsieur le Président. Tous les travailleurs employés en France, qu'ils soient français ou d'un autre pays d'Europe, sont soumis au même droit social ; ils doivent bénéficier des mêmes conditions de travail, de sécurité et de rémunération. Sans cela, nous laissons faire une concurrence déloyale entre travailleurs et nous laissons les ressentiments s'installer. Il suffit de discuter avec des salariés, avec des ouvriers français qui voient cela sous leurs yeux dans le domaine de l'industrie, des transports, de l'agriculture ... C'est un « carburant », comme on dit, pour les populismes. Et sans ce changement, sans une clarification, les Européens n'y comprendront plus rien. Et là, il faut continuer à agir.

C'est la même chose quand de grandes entreprises internationales jouent avec des écarts de fiscalité entre nos pays pour échapper à l'impôt, refusant ainsi de contribuer aux équipements, aux infrastructures, que pourtant elles utilisent – c'est l'un des atouts de l'Europe ! Notre intransigeance doit être totale, et je veux saluer de ce point de vue la décision de la Commission concernant APPLE.

\*

La croissance et l'emploi, c'est aussi défendre les intérêts européens sans complexe, face à des pays-continentaux qui n'ont aucun scrupule à défendre les leur – et là, il faut cesser la naïveté. Nous sommes l'Europe, la première puissance commerciale du monde : à nous de nous faire entendre !

Je suis pour le libre-échange, mais pas s'il conduit à une concurrence inéquitable, au détriment de nos entreprises, de nos productions – et je sais qu'elle a été votre préoccupation, cher Jean-Claude, concernant l'acier. Ce sont nos industries, nos usines dans la sidérurgie, nos exploitations agricoles, laitières ou d'élevage – et un vent ultralibéral, dans le domaine de l'agriculture, a dominé l'Europe pendant trop d'années. Nous avons des instruments anti-dumping, il faut les utiliser.

Quand un accord est bon, on le signe. Oui, c'est le cas de l'accord avec le Canada, vous l'avez dit, et je le redirai moi-même à Ottawa la semaine prochaine. Mais quand une négociation piétine, s'enlise avec les Etats-Unis d'Amérique, après quinze cycles de négociations, on arrête de faire semblant et on dit les choses clairement ; on dit, en tout cas la France le dit, que cela ne peut pas continuer ainsi.

Nous devons défendre notre industrie tout en préparant l'industrie de demain. Nous avons toutes les compétences – la recherche, les scientifiques, les grandes universités –, nos grandes priorités de demain, tout ce capital humain dans lequel il faut investir massivement pour devenir les champions dans les secteurs porteurs, et je pense aux énergies renouvelables ou au numérique.

L'Europe dispose du plus grand marché intérieur au monde ... et nous n'avons pas su faire émerger des acteurs du numérique aussi puissants qu'aux Etats-Unis ou en Asie. La prochaine génération de géants de l'Internet doit naître sur le territoire européen, parce que nous avons créé les conditions de l'éclosion et du développement des géants de demain : adaptation de la politique de concurrence à l'intérieur de l'Union, écosystème d'innovation – nous le voyons bien en France, où nous avons des ingénieurs qu'on se dispute –, aide à la création d'entreprise, accès au financement ...

\*

Et puis, une Europe qui se prend en main – et nous en parlions il y a quelques jours avec Elisabeth GUIGOU –, c'est enfin une Europe qui assume sa place et son rang dans la mondialisation. C'est une Europe qui, alors que les Etats-Unis, je le répète, n'entendent plus assumer le même rôle mondial, pèse et fait entendre sa voix.

Et une Europe qui se tourne plus que jamais vers ce grand continent qu'est l'Afrique. Je n'ignore rien, bien sûr, des tensions avec la Russie. Je n'ignore rien de la tension à l'Est de nos frontières. Mais la Méditerranée, l'Afrique sont notre nouvelle frontière.

Nous devons nous tourner vers la jeunesse africaine, et avoir vis-à-vis d'elle des gestes forts et concrets. Pourquoi ne pas créer par exemple un Erasmus africain – il faudra trouver un autre nom, d'ailleurs, qu'Erasme, mais Senghor, je n'en doute pas, serait une belle référence –, qui ouvrirait plus largement les portes de nos universités et de nos grandes écoles, et permettrait à notre jeunesse d'aller plus vers l'Afrique, grâce, notamment, à cette jeunesse issue de l'immigration dans nos pays respectifs ? Pourquoi ne pas réorienter aussi une partie de nos aides au développement pour financer de jeunes entreprises africaines innovantes ?

Et nous devons agir – et nous le faisons, par exemple, la France et l'Allemagne, ensemble –, aujourd'hui, en Afrique, dans tous les domaines. Il y a bien sûr l'histoire, avec ses meurtrissures ; mais il y a l'attente, l'espoir d'une Afrique qui aujourd'hui, grâce au téléphone portable ou à l'énergie solaire, est en train de changer sous nos yeux, malgré des déséquilibres énormes. Les grands enjeux démographiques, nous l'avons évoqué, pour notre continent mais aussi pour l'Afrique – un milliard et demi, pas dans 50 ans, demain ! –, les grands enjeux migratoires, les grands enjeux économiques, les grands enjeux climatiques, les grands enjeux religieux de civilisation, c'est là-bas, en Afrique, qu'ils se jouent.

C'est un appel que je lance : s'il y a un grand dessein pour l'Europe, un investissement majeur à accomplir, c'est plus que jamais le continent africain.



\*

Je crois, mesdames et messieurs, que l'Europe vivra, si elle porte fortement tous ces projets. Elle mourra, telle qu'elle a été imaginée par les Pères fondateurs, par des hommes comme DELORS, si elle est faible, et même si elle ralentit seulement.

Les 27 Etats de l'Union, j'en suis conscient, ne sont pas tous prêts. Cela ne doit pas nous bloquer ; et je sais que c'est difficile et qu'entre le discours, d'un côté, et la réalité, c'est compliqué – et vous le savez mieux que quiconque. Avançons alors à quelques-uns, ouvrons la voie sur quelques sujets. Ce n'est pas nouveau, d'ailleurs, sur ces sujets-là : la création d'un salaire minimum commun, ou encore l'harmonisation de l'impôt sur les sociétés. Et si certains veulent nous bloquer pour bâtir une défense européenne, alors passons par des coopérations renforcées. C'est question aussi de volonté politique.

Et bien sûr, dans cette nouvelle approche, la relation franco-allemande – j'y reviens –, même si elle n'est pas exclusive, bien sûr, bien sûr, demeure essentielle. Nos deux pays, même s'ils peuvent avoir des divergences – et il faut l'assumer je l'ai rappelé – ont une responsabilité particulière. Le chef de l'Etat, la Chancelière le disent, l'assument, pour proposer, entraîner, faire aboutir les décisions ; et de ce point de vue-là, le débat concernant le Royaume-Uni, concernant le Brexit, sera important. Le chef de l'Etat a eu raison, hier soir, devant vous, d'être clair et ferme dans ses discussions et dans ses négociations. Et vous l'avez dit : on ne peut pas avoir un pied dedans et un pied dehors. On ne peut pas profiter de l'Union européenne, de tous ses avantages et pas de ses responsabilités.

\*\*

Mesdames, messieurs,

La construction du projet européen a fait rêver au moins deux générations, la mienne et celle de mes parents. C'est un atout extraordinaire, et c'est aussi une obligation vis-à-vis de notre jeunesse. Et je note d'ailleurs que lors du Brexit, les jeunes se sont prononcés massivement pour le maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union.

Que voulons-nous ? Etre la génération qui, renoncement après renoncement, aura enterré le projet européen ? Ou être celle qui, malgré les épreuves, les doutes – et ces épreuves et ces doutes sont nombreux aujourd'hui – aura su le relever, ce magnifique projet européen ?

Moi, ma réponse est claire, et nous la partageons ici. Il faut donc se retrousser les manches, prendre des initiatives, ne pas avoir peur de bousculer, aller au-delà des échéances électorales, être imaginatif. Le cœur et la raison – revenons à Jacques DELORS – : c'est cela que nous avons l'obligation de faire vivre.

Alors oui, soyons volontaires, ambitieux ; notre responsabilité est considérable. C'est, je crois, notre dernière chance. Mais c'est une tâche immense, magnifique, historique ! Et l'avenir politique de l'Union européenne, puisque c'est votre thème, est plus que jamais notre ardente obligation.

Alors, mes chers amis, vive l'Europe et vive notre Europe !

\*\*\*

